

MERCREDI 21 JANVIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Les intérêts pourront-ils un jour être remboursés ? p.2
- = Guerres monétaires... la suite p.7
- = Stop loss boursiers : efficaces ou pas ? p.9
- = « Des droits de l'Homme plus universels, nouvelles règles d'engagement de tir ! » p.12
- = Le prochain « Blackswan » pourrait se produire sur les obligations p.17
- = L'euro m'a tuer... p.20
- = Energies renouvelables : ticket gagnant... p.21
- = Le système bancaire Grec menace de faire faillite ! p.22
- = Paul Craig Roberts – Gaz : « l'Europe risque de geler cet hiver » ! p.25
- = Que doit-on penser du ralentissement chinois? p.27
- = 'L'Europe est prête pour une nouvelle version du Plan Marshall' p.28
- = Les jeux d'apprentis-sorciers des banques centrales sont à l'origine de la volatilité extrême de plus en plus fréquente sur les marchés p.30
- = 1000 milliards d'Euros ! La Banque centrale européenne se prépare à faire tourner la planche à billets dans 2 jours p.32
- = Vivement demain que l'on arrête d'attendre p.37
- = L'hésitation fatale du FMI p.40
- = Inégalités, finance folle : comme un parfum d'avant la crise de 2008 (Laurent Pinsolle) p.41
- = Taux plancher: la BNS n'avait pas le choix (Myret Zaki) p.43
- = La crainte des crises internationales vient hanter Davos p.46
- = Davos 2015: les 4 thèmes et une mise en garde p.47
- = Une tempête parmi tant d'autres. Espérons-le p.49



VIDÉO du JOUR

2015 sera-t-elle une année de crise financière ?



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&x-yt-ts=1421782837&v=11C7qQ5oiKg&x-yt-cl=84359240



Les intérêts pourront-ils un jour être remboursés ?



Mish
Global Economic Analysis

Publié le 21 janvier 2015

Un lecteur m'a récemment demandé ainsi comment, au sein d'une économie basée sur le crédit, les intérêts pouvaient être remboursés :

« Je me demandais s'il vous serait possible de commenter ce qu'a dit Bill Gross [ici](#) :

« Une économie de marché libre dépend d'un niveau de crédit en constante expansion. Sans crédit additionnel, les intérêts des passifs déjà émis ne pourraient plus être remboursés sans la vente d'actifs existants, ce qui nous mènerait à un cercle vicieux de déflation de la dette, de récession puis de dépression.

Pour dire les choses simplement, si le crédit a besoin de s'étendre de 4,5% par an, alors les secteurs privé et public combinés doivent créer approximativement 2,5 trillions de dollars de dette par an pour rembourser les intérêts en souffrance ».

Voilà qui semble parfaitement corrélé avec la réalité, mais les implications en sont épatantes. Il semblerait que la valeur des actifs doive grimper au taux du prêt original plus paiements d'intérêts. Cela signifie aussi qu'il y aura un jour un renversement brutal lorsque le dernier prêt remboursable sera accordé et que le système ne sera plus en mesure de s'élargir. J'ai toujours pensé que le niveau de dette atteindrait un jour un plateau pour s'y maintenir, mais selon Gross, ce ne serait pas possible.

Si le système que nous avons requiert une création d'intérêts chaque année (sous la forme de nouveaux prêts), il semble qu'il soit la définition parfaite d'une combine à la Ponzi.

Avez-vous connaissance des raisons mécaniques pour lesquelles les paiements d'intérêts doivent être créés par la création de nouvelle

dette ? Il est bien entendu possible que vous ne tombiez pas d'accord avec Bill Gross, mais puisqu'il en connaît sans doute plus long que tout homme au sujet du fonctionnement de la dette, je suppose que vous adhérez à son point de vue.

Je suis certain que vous recevez un grand nombre de requêtes, mais cette question est si fondamentale que je vous en serai extrêmement reconnaissant si vous preniez le temps d'y répondre dans un article ».

Ma réponse

Mathématiques exponentielles

Nous sommes dans une situation difficile aujourd'hui précisément en raison des prêts de réserves fractionnaires et des politiques inflationnistes des banques centrales, qui ne semblent pas comprendre les ramifications de long terme des mathématiques exponentielles.

J'ai déjà couvert ce sujet auparavant. Pour plus de détails, je vous prie d'en référer à [Money as Communication: A Purposely "Non-Educational" Fallacious Video by the Atlanta Fed.](#)

Le crédit dans un monde garanti par l'or

Il n'y a rien de mal à étendre le crédit à des fins productives. Si nous avions un dollar garanti par de l'or à hauteur de 100%, sans FDIC, les mauvaises dettes disparaîtraient instantanément.

Les taux d'intérêts seraient relativement bas pour les entreprises à faible risque, et élevés pour les entreprises à haut-risque. Ce sont les prêteurs (des déposants qui acceptent de prêter de l'argent) qui assumeraient ce risque.

Pour ce qui concerne les entreprises à haut-risque, certains projets devraient rencontrer le succès, d'autres non. C'est dans la nature des choses.

Plus important encore, aucune quantité d'argent déposée sur un compte ne pourrait courir un risque sous un système garanti par l'or. Il n'y aurait pas non plus de besoin mathématique d'expansion exponentielle du crédit.

Les prêts immobiliers sur trente ans pourraient même ne pas exister, mais cela ne poserait aucun problème.

La déflation (qui apparaît naturellement en raison de la hausse de productivité) apporterait la stabilité des prix que recherchent aujourd'hui les banquiers centraux.

Mais nous ne vivons pas dans ce monde.

Mathématiques du monde fiduciaire

Nous vivons malheureusement dans un monde fiduciaire, et non dans un monde où le dollar est garanti par l'or. Nous avons un système de prêt fractionnaire, qui présente d'importants déséquilibres en matière d'échéance. Les banques empruntent à découvert et prêtent à la vente. De quoi générer un désastre.

Grâce à l'encouragement des banques centrales de taux très bas, le crédit est hors-de-contrôle. Les prêts qui ont été accordés ne peuvent plus être remboursés. Les sociétés zombies improductives ne survivent que parce qu'elles peuvent se rouler dans la dette tout en l'élargissant. Les dettes sans engagement représentent désormais 50% de la nouvelle dette.

Pire encore, les salaires réels diminuent en raison des politiques inflationnistes des banques centrales, dans un monde qui dépend aujourd'hui plus du travail des robots que de celui des Hommes.

Les lois sur le salaire de base, Obamacare, les politiques fiscales du Congrès, les politiques de taux d'intérêt de la Fed, les syndicats publics et les politiques inflationnistes du gouvernement poussent de plus en plus de sociétés à se tourner vers les robots.

Quelque chose devra finir par céder.

Les mal-investissements et les problèmes d'une dette illimitée

J'ai demandé à mon ami Pater Tenebrarum, du blog Acting Man, de se pencher sur la situation. Voici ce qu'il en a écrit :

Les taux d'intérêts ne sont rien de plus que des prix futurs inférieurs aux prix actuels. Les intérêts sont au départ un phénomène non monétaire. Dans le système de réserve fractionnaire, il est devenu possible d'élargir la monnaie et le crédit. La raison pour laquelle l'iceberg de la dette a pu prendre de telles

proportions est la baisse des taux d'intérêts à laquelle nous avons assisté depuis plus de trente ans. Nous en sommes aujourd'hui à un point critique, parce que les taux d'intérêt ne peuvent désormais plus tomber plus bas. La possibilité de refinancer la dette existante indéfiniment pour en faire baisser le prix n'est plus.

La taille de la dette ne fait aucune importance si cette dette est utilisée à des fins productives et peut s'auto-liquider. Imaginez que vous ayez une société qui emprunte 200 millions de dollars à 3%. Si vous utilisez cet argent pour produire des biens qui ont une marge nette de 6%, le remboursement de votre dette et de ses intérêts ne vous pose aucun problème.

Mais la dette qui pèse aujourd'hui sur le système est un « poids mort » qui ne produit absolument rien. La dette des gouvernements n'est en quelque sorte que la réflexion de dépenses passées. Les fonds ont été entièrement consommés. Il en va de même pour la dette des consommateurs, mais ces derniers disposent au moins de revenus liés à la production (leur travail générera de la valeur dans le futur). Les revenus du gouvernement ne reposent que sur la production des autres, ce qui n'est pas nécessairement approprié.

Dans le monde de la dette des entreprises, qui pourrait en principe être considérée productive, de trop nombreux investissements ont été entrepris alors qu'ils n'auraient pas dû l'être, puisque les calculs économiques ont été falsifiés par l'impression monétaire. La dette qui a servi à financer le capital de mal-investissement est elle-aussi un poids mort, bien que cela ne puisse devenir évident que plus tard.

La situation est donc la suivante : le service de la dette va désormais grimper à chaque fois que la dette totale augmentera, puisque les taux d'intérêt sont au plus bas. Puisque le marché du crédit a perdu 60 trillions de dollars aux Etats-Unis, il deviendra de plus en plus difficile de produire la valeur ajoutée requise par le service de cette dette. Beaucoup pourront se trouver tentés d'entrer une combine à la Ponzi similaire à celle mise en place par le gouvernement. De nombreuses sociétés ne pourront survivre qu'en faisant

défaut de leur dette lorsqu'elle arrivera à échéance.

Il n'en est pas moins que les calculs de Gross puissent être un peu trop simplistes. Après tout, si vous êtes un créateur et recevez intérêts et capital, la monnaie ne se déplace que de A à B. Elle est toujours là, elle n'a fait que changer de mains. Le problème, c'est que les banques centrales croient en l'inflation comme en un remède à l'endettement et à la « stabilisation » des prix.

Dans une économie de marché libre, les prix ne sont pas stables, ils baissent. Les intérêts sont assez peu élevés, et chaque dollar peut au fil du temps être échangé contre plus de biens et services.

Nous nous dirigeons aujourd'hui vers toujours plus d'expansion. Bien entendu, le coût du service de la dette devrait augmenter, et la création de capital n'est plus garantie. Nous pouvons déduire cela du fait que de plus en plus de dette soit ajoutée pour chaque dollar de croissance du PIB. Gros à raison. Il y a un problème. Et ce problème, c'est la bulle qui se développe aujourd'hui. Une telle bulle requiert en effet une accélération constante de la dette et de la masse monétaire pour continuer de gonfler.

Il me semble que le système actuel se rapproche de plus en plus du gouffre.

Au bord du gouffre

- Le Japon est au bord du gouffre
- L'Europe est au bord du gouffre
- La Chine s'en rapproche dangereusement
- Et tel est le cas des Etats-Unis

Personne ne peut prédire quand un pays finira par y tomber, mais les finances exponentielles, les combines à la Ponzi et les taux d'intérêts zéro suggèrent que nous n'ayons pas longtemps à attendre. Comme je l'ai déjà dit, une crise monétaire globale nous attend au prochain tournant.

Guerres monétaires... la suite

21 jan 2015 | [Addison Wiggin](#) | La Chronique Agora

▪ Le 27 janvier 2010, dans son discours sur l'état de l'Union, le président Obama a tiré la première salve de la Troisième Guerre monétaire, que nous avons commencé à explorer lundi. Ce jour-là, il annonça la National Export Initiative (NEI ou Initiative nationale pour les exportations). Son objectif ? Doubler les exportations américaines en cinq ans.

“La manière la plus classique et rapide d'augmenter les exportations a toujours été de rendre la monnaie meilleur marché”, écrit Jim Rickards dans *Currency Wars*. Tout le monde sait cela.

Plus tard en 2010, la Réserve fédérale a lancé une deuxième série d'assouplissement quantitatif. “En utilisant l'assouplissement quantitatif pour générer de l'inflation hors de leurs frontières, les Etats-Unis ont en même temps augmenté la structure de coût de quasiment tous les grands pays exportateurs et de toutes les économies émergentes à la croissance rapide dans le monde”.

C'est ainsi qu'a commencé une nouvelle course vers le bas, une nouvelle série de dévaluations concurrentielles. “Nous sommes au beau milieu d'une guerre monétaire internationale”, a déclaré le ministre des Finances brésilien Guido Mantega en septembre 2010, “un affaiblissement général des monnaies”.

Personne ne sera épargné par cette Troisième Guerre monétaire. Selon Rickards, elle se déroulera dans trois grands théâtres. Dans deux de ces théâtres, les combattants ont des objectifs communs. Le troisième est le plus probablement à la source d'un conflit ouvert.



“L'euro et le dollar”, écrit Rickards, “sont comme deux passagers sur le même bateau... avançant au même rythme, se dirigeant vers la même destination”

Le théâtre atlantique voit s'opposer les Etats-Unis et la Zone euro. “L'euro et le dollar”, écrit Rickards, “sont comme deux passagers sur le même bateau... avançant au même rythme, se dirigeant vers la même destination”.

L'euro a atteint son plus haut à 1,59 \$ en juillet 2008 et son plus bas à 1,10 \$ en juin 2010. Au moment où j'écris ces lignes, il se situe à 1,29 \$ — grosso modo sa valeur début 2007, et début 2011.

Cette stabilité relative n'est pas due au hasard. Washington veut soutenir l'euro, à tel point que la Fed a élaboré un renflouement secret des banques européennes en 2008 — des prêts de 30 800 milliards de dollars qui ne sont devenus publics qu'en 2011.

Pendant ce temps-là, le théâtre eurasiatique de la guerre se joue entre l'Europe et la Chine. “La Chine a un intérêt vital pour un euro fort”, commente Rickards — principalement parce que l'Union européenne est le plus grand partenaire commercial de la Chine, bien plus important que les Etats-Unis.

Résultat : “l'Europe, la Chine et les Etats-Unis sont unis dans un même effort pour éviter un effondrement de l'euro même si c'est pour des motifs différents et qu'ils ont des postures de confrontation dans d'autres domaines”.

▪ Du côté Etats-Unis/Pacifique...

Cela nous amène au théâtre Pacifique — le grand *show*. Le déficit commercial américain avec la Chine était de moins de 50 milliards de dollars en 1997. En 2006, est passé à 234 milliards de dollars. Les responsables politiques n'ont eu de cesse de débiter leur ritournelle sur les emplois américains “à jamais perdus pour la Chine” et les leaders chinois “manipulant” leur monnaie.

Peu importe si le lien visible entre la valeur de la monnaie et l'emploi est, disons, mince — au mieux. Même si la valeur du yuan doublait, Rickards souligne qu'un fabricant de meubles chinois gagne 236 \$ par mois — un fabricant de meubles en Caroline du Nord ne serait donc pas concurrentiel.

Si nous avions encore un étalon-or — ou même le système de Bretton Woods qui a existé de 1944 à 1971 – de tels écarts commerciaux seraient impossibles. La circulation de l'or entre pays créditeurs et pays débiteurs maintiendrait, naturellement, l'équilibre.

“la politique de la Chine d'adosser le yuan au dollar”, écrit Rickards, “se basait sur la croyance erronée et l'espoir mal placé que la Fed n'abuserait pas de ses privilèges d'impression monétaire”

Entre temps, la manipulation est à double sens : “la politique de la Chine d'adosser le yuan au dollar”, écrit Rickards, “se basait sur la croyance erronée et l'espoir mal placé que la Fed n'abuserait pas de ses privilèges d'impression

monétaire”.

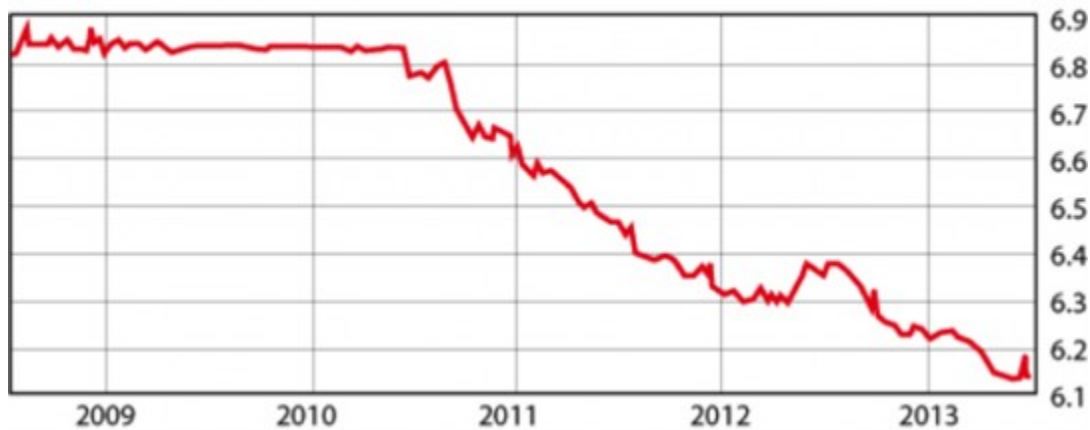
On ne les y reprendra pas deux fois...

“Entre une inflation incontrôlée aux conséquences imprévues et une revalorisation contrôlée du yuan, les Chinois ont choisi sans hésiter la revalorisation. Celle-ci a été lancée en juin 2010 et a fortement augmenté mi-2011”, ajoute Rickards.

On peut voir le résultat sur le graphique ci-dessous. Jusqu’à mi-2010, il fallait 6,8 yuans pour égaler un dollar. Avec la décision consciente de renforcer la devise chinoise, il faut aujourd’hui seulement 6,1 yuans pour égaler un dollar.

Une vue du champ de bataille

Le yuan par rapport au dollar



Par conséquent, les Etats-Unis ont gagné le premier round de la guerre monétaire. Il y en aura d’autres à venir.

“Tout est taux croisé”, explique Jim. “Il y a un taux croisé dollar/euro. Il y a un taux croisé dollar/yen. Il y a un taux croisé dollar/yuan, franc suisse, etc. Et c’est dynamique. Le dollar pourrait monter par rapport à l’euro, ce qu’il a fait dernièrement, mais baisser par rapport au yuan chinois”.

“Le dollar monte-t-il ou baisse-t-il ? La réponse est : comparé à quoi ? C’est ce que nous faisons dans les guerres monétaires. Nous étudions et comprenons cette dynamique. Nous comprenons que deux monnaies sont un jeu à somme nulle”.

Stop loss boursiers : efficaces ou pas ?

21 jan 2015 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

- Aujourd’hui, nous allons parler des stops boursiers — ou seuils de sécurité.

Le Dr Richard Smith, mathématicien, a eu la bonté de venir nous rendre visite au Nicaragua, où nous avons pu lui offrir un verre ou deux. Il nous a expliqué comment fonctionnent les stops... et comment les faire fonctionner mieux encore.

"Le monde est bien plus incertain que ne le pensent les gens", a commencé ce titulaire d'un PhD. "Il y a toujours bien plus d'issues potentielles qu'on peut l'imaginer. On va donc se tromper sur l'avenir plus souvent qu'on aura raison".

Nous l'avons nous-même démontré à plusieurs reprises. Inutile de nous fournir plus de preuves. Mais Richard n'en démordait pas :

"Il suffit de regarder le prix du pétrole. Il doit y avoir 1 000 analystes et économistes qui suivent le prix du pétrole. Est-ce que vous en connaissez un seul qui avait prévu le cours à 40 \$?"

Richard a commencé ses recherches alors qu'il travaillait à son PhD. Il pensait être doué pour ça, étant donné sa bosse des maths.

"Cela a été un désastre", rapporte-t-il. "J'ai commencé au sommet de la bulle des dot.com. J'ai tout perdu".

Ce n'est que plus tard qu'il a découvert les *trailing stops* (stops suiveurs).

"Porter Stansberry utilise des *trailing stops* de 25%. J'ai commencé à suivre les recommandations de Porter sans utiliser les stops. J'ai remarqué qu'il obtenait un rendement de 79% sur ces recommandations. En ce qui me concerne, je perdais en fait de l'argent, parce que je n'utilisais pas de *trailing stops*".

Cela provoqua un intense effort de réflexion et de méditation. Richard fit test sur test, y compris rétroactifs. Il prouva que les *trailing stops* fonctionnent vraiment.

Il ne faut pas laisser le bruit vous faire sortir d'une belle position. Pas plus qu'il ne doit vous faire manquer un véritable signal de vente

"Il y a toujours du bruit sur les marchés", dit-il. Il ne faut pas laisser le bruit vous faire sortir d'une belle position. Pas plus qu'il ne doit vous faire manquer un véritable signal de vente.

Mais revenons sur nos pas.

▪ **Qu'est-ce qu'un *trailing stop* ?**

Simplement un protocole qui vous indique de vendre votre action lorsqu'elle baisse d'un montant prédéterminé. Un *stop loss* de 25%, par exemple, est commun. Il signifie que vous êtes prêt à subir une perte de 25% avant de sortir.

C'est ainsi qu'on se protège de pertes plus importantes.

Mais attendez. Est-ce qu'on garantit aussi une perte de 25% ? Si vous avez un système de *stop loss* automatique ou semi-automatique, est-ce que vous ne vous engagez pas à vendre vos positions lorsqu'elles baissent ? Toutes les valeurs grimpent et baissent. Tôt ou tard, votre *stop loss* sera atteint.

Pourquoi vendre vos actions lorsqu'elles sont au plancher ? Ne vaudrait-il pas mieux les vendre lorsqu'elles sont au sommet ?

Ah, cher lecteur, ce sont-là de bonnes questions. Nous les avons posées de nombreuses fois. A chaque fois, notre réponse a été la même :

Les *stop loss* sont une mauvaise idée.

Un investissement est bon si le flux de revenu qu'il apporte vaut plus que le prix que vous l'avez payé

▪ Une nuance de taille

A notre avis (révisé récemment), si vous utilisez un *trailing stop*, vous n'investissez pas correctement. Un investissement est bon si le flux de revenu qu'il apporte vaut plus que le prix

que vous l'avez payé. De sorte qu'un système de vente automatique ou semi-automatique est complètement inutile. Quelle différence si le prix de la valeur baisse ? Aucune.

En d'autres termes, imaginez que vous trouvez une bonne action à un bon prix. Vous achetez. Maintenant, imaginez que le prix de la valeur baisse. Que faire ?

Vérifier vos calculs. Et acheter plus !

Si vous êtes un investisseur par la valeur, de long terme et sérieux, les *trailing stops* n'ont aucun sens. Pire, ils vous forcent à abandonner de belles positions alors même qu'elles viennent juste de devenir meilleures. Richard l'a prouvé également. Il a fait des tests sur le portefeuille de Warren Buffett. Devinez quoi ? Il n'était pas aussi profitable avec des *trailing stops*.

"Buffett n'est pas sous pression", a expliqué Richard. "Il connaît les entreprises qu'il achète. Il connaît leur *cash flow* et leurs chiffres — souvent

mieux que leurs dirigeants eux-mêmes. Il connaît les personnes qui gèrent les entreprises. Il ne paniquera pas lors de marchés difficiles, abandonnant à tort de bonnes positions. En fait, il considérera les retournements comme des occasions d'acheter plus, à meilleur prix".

"Mais la majeure partie des investisseurs — 99% d'entre eux — n'est pas comme Buffett. Ils n'ont pas le temps, l'argent ou les connaissances qu'il a. Ils ont besoin d'outils pour les aider à éviter les grosses pertes et engranger de gros gains".

Donc... si vous êtes comme Warren Buffett, oubliez les *trailing stops*. En revanche, si vous êtes comme les autres 99,9% des investisseurs, ils peuvent être utiles. Nous vous en dirons plus dès demain !

« Des droits de l'Homme plus universels, nouvelles règles d'engagement de tir ! »

Charles Sannat 21 janvier 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Oui le terrorisme c'est très mal, oui il faut livrer une guerre sans merci au terrorisme et aux terroristes, il faudrait également se poser tout un tas de questions que personne n'ose poser ou ne peut poser sans risquer les foudres de la bien-pensance.

Oui il faut défendre la liberté de pensée, d'écrire, de dessiner même ou encore d'inventer, de calculer, d'entreprendre parce que d'une façon générale, sans liberté, il n'y a plus de forme de création ou tellement limitée que cela ne rime plus à grand-chose.

Pourtant, entre les procès en sorcellerie fasciste où les propos sont systématiquement qualifiés de « nauséabonds », l'interdiction formelle de « ne pas être Charlie », ou encore les questions que « l'on n'a pas le droit de

poser » d'après notre ministre de l'Éducation nationale choquée par les propos des élèves, la liberté est déjà passablement érodée.

Finalement, quelques jours à peine après la « grande marche de l'unité », il ne reste pas grand-chose à part nos fractures béantes, nos divisions et évidemment la tendance à vouloir « profiter » des événements afin de maîtriser encore un peu plus les foules (qui ne sont pas terroristes).

Le pire n'est jamais sûr... pourtant il est chaque fois probable, plus que probable même et il est assez dépitant de voir l'évolution des choses.

Ainsi, désormais, on parle ouvertement de dérogation aux Droits de l'Homme... Pourquoi finalement, j'espère juste que ce ne sera pas votre tête qui sera dérogée... On parle de nouvelles règles d'engagement de tir de la part de la police... Pensez donc, faut bien que les pauvres gars puissent se défendre... ce qui n'est pas tout à fait faux reconnaissons-le, mais où place-t-on le curseur...

Droits de l'Homme en berne

« Lundi, Numerama expliquait que l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) autorisait dans un cadre strict les États membres du Conseil de l'Europe à déclarer leur intention de déroger à certains des droits fondamentaux en principe garantis par le traité. C'est Valérie Pécresse, déjà favorable à l'instauration d'un « Patriot Act à la française », qui a rappelé cette possibilité lors d'une interview sur RTL, pour encourager le Gouvernement à aller très loin dans la mise à l'écart de certaines libertés, pour lutter contre le terrorisme.

Jörg Polakiewicz, qui dirige la Direction du Conseil juridique et du Droit international public (DLAPIL) du Conseil de l'Europe, nous a signalé que l'historique complet des déclarations faites par les États concernant l'application de l'article 15 était en ligne sur cette page.

On y découvre d'abord que la France est le seul des 47 États membres du Conseil de l'Europe à refuser d'être bridé par les quelques droits dits « indérogeables » qui doivent être garantis en toutes circonstances, y compris en temps de guerre. Elle fait prévaloir l'article 16 de la Constitution qui donne au président les pleins pouvoirs en cas de nécessité. Par le biais d'une réserve d'interprétation émise le 3 mai 1974 au moment de ratifier la CEDH,

la France avait en effet expliqué que « pour l'interprétation et l'application de l'article 16 de la Constitution de la République, les termes dans la stricte mesure où la situation l'exige ne sauraient limiter le pouvoir du Président de la République de prendre les mesures exigées par les circonstances ». Malgré tout, la France avait tout de même explicité sa volonté de déroger aux droits de l'Homme pour gérer les émeutes de Nouméa en Nouvelle-Calédonie, en 1985. »

Nouvelle proposition de loi au Sénat...

« Le Sénat est appelé à se prononcer sur la proposition de loi n° 767 visant à renforcer la protection pénale des forces de sécurité et l'usage des armes à feu, présentée par MM. Louis Nègre, Pierre Charon et plusieurs de leurs collègues.

Les auteurs de cette proposition de loi affirment l'absolue nécessité de modifier le code pénal dont les dispositions actuelles, insuffisamment protectrices des policiers, seraient une cause majeure d'insécurité physique pour les forces de l'ordre dans l'exercice de leurs missions. Les modifications qu'ils proposent pour répondre à cette insécurité sont de deux ordres : d'une part, créer, au bénéfice des forces de police, une disposition équivalente à celle de l'article L.2338-3 du code de la défense – afin d'autoriser explicitement l'usage des armes à feu par les policiers dans des conditions semblables à celles des gendarmes – et d'autre part, compléter l'article 122-6 du code pénal en créant deux nouvelles présomptions de légitime défense. »

Il n'y a pas d'évolution, de création, d'invention sans liberté

Nous ne lutterons jamais contre le terrorisme en diminuant nos libertés. Cela est faux, et tous ceux qui réfléchissent le savent parfaitement. Le propre des lois n'est d'emmerder que ceux qui les respectent, pour ceux qui les contournent cela ne changera jamais rien.

La liberté ne se saucissonne pas, la liberté ne se coupe pas en tranche, la liberté ne peut pas par définition être « limitée » car une liberté limitée c'est comme ce que l'on appelle la liberté « surveillée », c'est un ersatz mais en aucun cas la liberté.

Nous nous refusons à poser les bons mots sur nos maux, nous apportons les mauvaises réponses, et évidemment la première victime de la guerre c'est

toujours la vérité... et la liberté.

Cela ne tardera pas à nous poser d'énormes problèmes économiques, d'abord parce que notre société va devenir étouffante, ensuite parce que la guerre contre le terrorisme cela coûte très cher et que nous allons devoir imprimer quelques billets... Mais les Allemands semblent avoir dit oui, enfin oui... pour que ce soit la banque de France qui imprime, oui pour que les dettes françaises restent dans les comptes français... Alors si c'est bien vers cela que nous nous dirigeons, nous pouvons dire sans véritablement nous tromper que nous allons rapidement vivre dans un pays complètement en faillite, étouffant en terme de liberté et dans lequel on tentera par tous les moyens répressifs possible de maintenir le mirage d'une situation stable...

Quelle tristesse que de contempler ce crépuscule d'une nation, notre nation. Quel aveu de faiblesse et quel manque de courage de la part de notre classe politique.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

La Chine a connu en 2014 sa plus faible croissance économique en 24 ans

C'est ce que j'essayais de vous dire depuis des mois et que je vous montrais dans l'édition d'hier avec la faible augmentation de la croissance de la demande électrique.

Charles SANNAT

BEIJING, 20 janvier (Xinhua) – L'économie chinoise a progressé de 7,4 % en 2014, un taux conforme aux attentes du marché, mais le plus faible en 24 ans, a déclaré mardi le Bureau d'État des Statistiques (BES).

Ce chiffre est légèrement inférieur à l'objectif d'environ 7,5 % que s'était fixé le gouvernement, alors que les autorités s'efforcent d'orienter l'économie sur une voie plus durable, tout en étant confrontées au ralentissement du marché de l'immobilier, à la faiblesse de la demande intérieure et à la lenteur de la reprise économique mondiale.

L'année dernière, le produit intérieur brut (PIB) du pays a totalisé 63 650 milliards de yuans (10 400 milliards de dollars). Le taux de croissance pour le quatrième trimestre est de 7,3 %, soit le même qu'au troisième trimestre.

« L'économie continue de fonctionner de manière stable sous la nouvelle

normalité, avec des tendances positives de stabilisation de la croissance, d'optimisation de la structure, d'amélioration de la qualité et d'augmentation du bien-être social », a noté Ma Jiantang, directeur du BES, lors d'une conférence de presse.

En 2014, la production industrielle de la Chine a augmenté de 8,3 %, contre 9,7 % en 2013, tandis que la croissance des investissements en capital fixe a ralenti à 15,7 %. Les ventes au détail ont quant à elles progressé de 12 % pour atteindre 26 240 milliards de yuans, selon les chiffres du BES.

-20 % : la chute des ventes d'Unilever en Chine

Cet article de *La Tribune* nous apprend que la grande multinationale Unilever subit de plein fouet l'immense, l'énorme croissance économique chinoise, en particulier, concernant la « consommation intérieure » avec une baisse de ses ventes de 20 %... Alors oser nous parler de croissance économique ou de « demande intérieure » en Chine lorsque les ventes d'Unilever baissent de 20 %, c'est tout de même un peu fort et cela doit vous inciter à une très grande prudence dans l'étude des analyses que l'on vous sert habituellement pour vous rassurer.

Charles SANNAT

Grève des salariés du transport routier en France

Voilà une grève qui, si elle devait durer, viendrait pénaliser fortement notre économie déjà bien mal en point. Heureusement, François Hollande va pouvoir lancer son QE et nos amis socialistes se voient déjà à la tête d'une immense cagnotte à dépenser d'un montant de plusieurs centaines de milliards d'euros...

Charles SANNAT

Le FMI abaisse sa prévision de croissance mondiale à 3,5 % pour 2015

Au mois de décembre 2014, on vous expliquait doctement que la croissance reviendrait en 2015... Enfin « on », mais pas moi, moi je vous expliquais que tout au long de l'année, les institutions allaient baisser leurs prévisions pour arriver à la fin de l'année en collant à la réalité et en vous promettant que tout irait mieux en 2016...

C'est dans ce contexte qui me fait « hurler de rire » que le FMI baisse dès le

mois de janvier ses prévisions de croissance mondiale pour 2015... C'est un mauvais signe car c'est la première fois que le FMI baisse ses prévisions aussi tôt dans l'année.

Charles SANNAT

BEIJING, 20 janvier (Xinhua) – Le Fonds monétaire international (FMI) a abaissé mardi ses prévisions concernant la croissance économique mondiale à 3,5 % pour 2015 et à 3,7 % pour 2016.

Ces taux accusent une baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'édition d'octobre 2014 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM), rapport clé du FMI.

« Ces révisions reflètent une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie, dans la zone euro et au Japon, ainsi qu'une activité plus faible de certains grands exportateurs de pétrole, à cause de la forte baisse des prix du pétrole. Les États-Unis sont la seule puissance économique dont les prévisions ont été revues à la hausse », explique le FMI dans une mise à jour de ses PEM publiée mardi.

Le FMI estime que l'économie chinoise connaîtra une croissance de 6,8 % en 2015 et 6,3 % en 2016, en baisse de 0,3 point et 0,5 point de pourcentage respectivement.

Le FMI prévoit que l'économie américaine progressera de 3,6 % en 2015 et de 3,3 % en 2016, en hausse de 0,5 point de pourcentage et 0,3 point de pourcentage par rapport aux prévisions précédentes.

[Le prochain « Blackswan » pourrait se produire sur les obligations](#)

[Jean-Jacques Netter 21 janvier 2015 Institut des libertés](#)

Le deuxième « Blackswan » de l'année (= événement inattendu par la majorité des stratégestes), après la division du prix du **pétrole** par deux, s'est produit la semaine dernière sur le **Franc Suisse** déclenchant un krach boursier à Zurich. Les banques suisses, **UBS**, **Julius Baer** et **Credit Suisse** baissant de plus de 10%. Les autorités monétaires helvétiques ne voulaient pas que le Franc Suisse continue d'être accroché à un Euro qui est en train selon eux, de ressembler sous la conduite de Mario Draghi président de la

BCE, à la Lire italienne !

On assiste très clairement à un mouvement de libération des « faux prix » qui étaient manipulés. Cela s'est passé pour le pétrole de façon spectaculaire pour le baril de **pétrole** (= deux barils de pétrole pour le prix d'un seul en même pas 6 mois !). Cela vient de se produire sur le **Franc Suisse** (= hausse de 30% dans les premiers échanges). C'est plutôt une bonne nouvelle, car les marchés avec tous leurs défauts sont probablement plus efficaces que l'establishment des banques centrales pour effectuer les nécessaires ajustements avant que la cocotte minute n'explose. La prochaine étape sera probablement la libération des **taux d'intérêts** qui ne peuvent éternellement continuer d'être à zéro ou négatifs. **La Couronne danoise** pourrait aussi faire l'objet d'une réappréciation...

Plusieurs matières premières comme le cuivre (-10% en deux semaines), le minerai de fer (divisé par deux en six mois), l'aluminium, le nickel sont en fort recul. Cette très forte volatilité est le propre de marchés qui ont du mal à anticiper l'évolution de la conjoncture économique et aussi de la nouvelle régulation bancaire qui a fait quasiment disparaître l'activité de trading des salles de marché. Elles avaient pour fonction d'opérer à contre tendance dans les périodes de turbulence.

Les marchés européens hors Euro sont attractifs

En Europe, la BCE va ouvrir en grand les vannes du « Quantitative Easing » avec pour objectif une nouvelle baisse de l'Euro par rapport au dollar. Cela privera les consommateurs d'une partie de la baisse du prix du pétrole. Dommage.

L'investissement dans les pays européens hors Euro va donc continuer à surperformer les marchés Euro :

En Suède on trouve des sociétés très intéressantes notamment **Svenska Cellulosa** (papier, articles d'hygiène), **Axfood** (distribution alimentaire), **Kinnevik** (téléphone en Afrique, internet en Allemagne), **Elekta** (medtech), **Autoliv** (systèmes de sécurité automobile), **Husqvarna** (robots de démolition), **Gunnebo** (caméras de sécurité), **Ericsson** (téléphone)

En Norvège l'univers investissable comprend : **Marine Harvest** (n°1 mondial du saumon), **Norwegian Air Shuttle** (n°3 européen du low cost)

Au Danemark, plusieurs sociétés sont attractives : **Rockwool** (n°2 européen

de l'isolation), **Pandora** (bijoux), **Vestas** (éolien), **3Shape** (le Google du CAD), **Coloplast** (troubles de l'incontinence)

Les entrepreneurs français ne croient toujours pas à un rebond en 2015

La France a reçu la semaine dernière la visite des experts de la Commission Européenne chargés d'examiner de près les comptes de la France dans le cadre de la procédure pour déficit excessif dont fait l'objet la France à Bruxelles. La Belgique et l'Italie font aussi l'objet de la même procédure. Le verdict est attendu début mars.

La Loi Macron présentée dans les moindres détails par le Président de la République (pas moins de 5 types de contrats pour les jeunes sans emploi !) ne suffira probablement pas à faire revenir la confiance, car il reste trop de traces d'une gauche idéologique très éloignée de l'efficacité économique. Les mesures inapplicables sur la pénibilité en sont le meilleur exemple.

On a maintenant le sentiment que la triple aubaine (pétrole, Euro, taux d'intérêts) pourrait être mise en avant pour ne pas diminuer significativement les dépenses publiques et même prendre des mesures de « cagnoting » (=redistribution d'argent qui devrait être utilisé pour réduire le déficit budgétaire)

En attendant les écologistes bloquent la création de 3000 emplois dans une France qui va encore enregistrer plus de 100 000 chômeurs de plus en 2015 !

En Allemagne, la croissance a été plus vigoureuse que prévue à la fin de l'année dernière. Le PIB aura progressé de 1,5% sur l'ensemble de l'année, contre 0,2% en 2013, grâce aux investissements. Source de grande fierté, la voiture allemande s'est rarement aussi bien vendue. Cependant dans une ville comme Hong Kong les modèles haut de gamme se vendent environ 40% de plus qu'une Lexus japonaise....

Les actions américaines sont convenablement valorisées

Aux Etats Unis les stratégestes pensent que l'indice S&P 500 devrait encore progresser de 8% cette année. Il faut toujours se méfier des consensus de début d'année. L'économie va bien, il y a une véritable reprise [augmentation du budget de l'armée américaine], les perspectives sont globalement bonnes [printing géant de la BCE à venir bientôt], mais les actions US ne sont plus bon marché. La bonne idée semble d'acquérir des obligations du Trésor d'une durée de vie de 7 à 10 ans non pas pour profiter d'une baisse des taux mais

pour participer à la poursuite de la hausse du dollar.

L'euro m'a tuer...

Posté le 20 janvier 2015 par Bruno Colmant

Chaque jour qui passe montre combien l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE) est précieuse.

Quelle est cette institution doit s'aligner sur certains pays dont le diktat a conduit à imposer une monnaie récessionnaire et déflationniste à toute la zone euro ? Qui sont ces hommes qui tiennent notre avenir monétaire ? Qui leur a donné ce pouvoir qui se situe au-delà de tout pouvoir régalien ?

La BCE a montré, jour après jour, qu'elle était incapable de prendre des mesures d'envergure à temps et que sa pusillanimité avait conduit à la déflation.

Mais elle n'est pas la seule coupable : l'euro est une monnaie qui ne se greffe sur aucune souveraineté politique homogène.

L'union fiscale et budgétaire, qui aurait été la base d'une monnaie commune, n'a jamais existé. Pire, elle fut remplacé par un Pacte de Stabilité et de Croissance qui entretient la rigueur dans le pire marasme économique depuis près d'un siècle.

Les euro-obligations ont été écartées alors qu'elles auraient consacré une homogénéité des dettes publiques tandis que l'Allemagne a annoncé qu'elle se désolidarisait d'éventuels défauts étatiques dans le cadre des mesures d'assouplissement monétaires qui vont probablement être annoncées.

L'euro est la monnaie d'un continent et pas d'un nombre limité de pays.

C'est une devise qui doit harmoniser et non pas diviser. Le projet européen est celui de l'union, de la solidarité et du fédéralisme. Pas celui des nationalismes.

Energies renouvelables : ticket gagnant...

Patrick Reymond 21 janvier 2015

... En France.

D'abord on assiste à une forte croissance des capacités éoliennes en 2014,

après 4 années de baisse, ensuite, le coût du renouvelable s'effondre (- 75 % pour le photovoltaïque depuis 2009), ensuite on assiste, finalement, à la naissance d'une vraie industrie du renouvelable, et donc, d'un vrai lobby.

Au besoin, en le créant.

D'autre part, malgré toute sa bonne volonté, la technostructure française ne peut ni ignorer, ni endiguer le mouvement mondial, qui propulse l'investissement dans les énergies renouvelables, de 16 %.

On n'arrête pas un tel fleuve, même avec une connerie monumentale.

Mais, pour le lobby nucléaire, ce sont ceux qui ont investi 310 milliards d'euros qui sont des idiots.

Mais, en plus, à la différence du monde du carbone, qui investit de plus en plus, pour produire des quantités supplémentaires négligeables, les montants d'investissements, concernent des équipements dont le coût est en chute libre.

Contrairement à ce que disent certains, l'investissement éolien, c'est pas fait pour 25 ans. En effet, si la structure a besoin de maintenance, tout n'y est pas à changer, et surtout pas les énormes semelles qui constituent leurs bases. Celles-ci, si elles ne sont pas éternelles, peuvent durer de 1 à 2 siècles.

Quand au reste du monde de l'énergie, un puits de pétrole US dure 50 à 60 ans, une centrale nucléaire, 50 ans, surtout à Fukushima, et les centrales au gaz et au charbon, une cinquantaine d'années, en ayant besoin, eux aussi, de maintenance et de pièces détachées.

Pour ce qui est du solaire thermique : silence radio. En effet, l'autoconsommation, c'est pas considéré comme activité économique... Même si celui qui en profite le sent considérablement passer, en transformant une dépense contrainte, en marge de manoeuvre ultérieure.

Le système bancaire Grec menace de faire faillite !

Blog de la résistance 21 janvier 2015



Y a-t-il une panique bancaire en Grèce ? (image que j'ai changé pour montrer l'absurdité de la question de La tribune)

SAPIR avait prévenu : un bank run (panique bancaire) en Grèce pouvait être fatal aux banques qui sont déjà en difficultés et en manque de liquidités .

Ce papier (de média mainstream) tourne autour du pot et ne dit pas tout : il y a bien un bank run avéré en Grèce : [En Grèce, une panique bancaire a débuté, et les citoyens ne payent plus leurs impôts !!](#) (rapporté par Zero Hedge aussi : lire [ici](#) et [là](#) entre autres...) Ça risque de aire mal tout ça . Z .

=====

Quatre banques grecques ont demandé une aide à la liquidité d'urgence à la BCE. Une mesure préventive qui entretient la « stratégie de la tension. »

La question de la liquidité des banques helléniques demeure centrale dans les scénarios de l'après-élection en Grèce. La BCE avait, voici deux semaines, rappelé que l'accès à l'aide à la liquidité d'urgence (ELA) du système bancaire grec dépendait d'un accord avec la troïka. Une annonce que l'on pouvait cependant comprendre comme un début de chantage sur le futur gouvernement, ou bien comme un appel à la troïka pour qu'elle accepte de trouver un accord avec ce même futur gouvernement.

Fuite des capitaux ?

Mais, depuis la semaine dernière, la menace d'une faillite du système bancaire semble de plus en plus clairement brandie. Voici une dizaine de jours, plusieurs médias grecs avaient fait part d'une baisse des dépôts dans

les banques grecques. Progressivement, la rumeur a gonflé. On disait que le mouvement se renforçait en janvier. L'idée qui émanait de ces « informations » était évidemment que, par peur de voir arriver la coalition de la gauche radicale (Syriza) au pouvoir en Grèce après les élections du 25 janvier, les déposants retiraient massivement leurs avoirs dans les banques grecques.

Des besoins de liquidités plus élevés, pourquoi ?

En fin de semaine dernière, ce scénario s'est encore renforcé avec l'annonce que deux, puis quatre banques grecques, autrement dit l'intégralité du système financier local, faisait appel à l'aide à la liquidité d'urgence de la BCE. Le gouverneur de la banque de Grèce (BoG), Yanis Stournaras ira demander à la BCE le jeudi 22 janvier l'ouverture de ces nouvelles lignes au Conseil des gouverneurs. C'est une nouvelle procédure pour l'ELA qui doit désormais obtenir l'accord de ce conseil pour être mise en place lorsque la ligne demandée dépasse 500 milliards d'euros. Le quotidien conservateur Kathimerini a indiqué, citant des sources bancaires, que le montant des dépôts retirés en janvier devrait atteindre 7 milliards d'euros sur deux mois à fin janvier. Y a-t-il alors une course aux guichets en Grèce par crainte de voir les « bolchéviques » de Syriza au pouvoir ? Rien de tel n'est à signaler en tous cas dans les rues du pays. La prudence est de mise, car **les informations sur la fuite des capitaux relèvent tous de « sources bancaires. » (ndlr : c'est encore pire ...)** Or, les banques sont bien plus inquiètes que leurs clients par une éventuelle victoire de Syriza.

Un bank run en Grèce ?

Selon le site Macropolis, les besoins de liquidités ont progressé en décembre « de 11 milliards d'euros », mais la baisse des dépôts bancaires ne s'élève qu'à 3 milliards d'euros. Or, une grande partie de cette baisse a été couverte par les banques grecques, puisque le manque d'accès des banques helléniques au marché interbancaire s'est réduit de 9 milliards d'euros et que le rachat de la dette d'Etat à court terme a augmenté le besoin de liquidités de 5,2 milliards d'euros. En tout, les besoins de liquidités bruts ont progressé de 18,2 milliards d'euros, mais les besoins nets de 11 milliards d'euros. Impossible donc d'attribuer à un bank run l'appel à l'ELA. Il y a fort à parier qu'il en est de même en janvier. Le problème principal des banques grecques

est leur absence d'accès au marché interbancaire, donc la méfiance de leurs pairs européens (elle, peut-être due en effet à une inquiétude politique, mais la BCE doit en théorie pallier ces dysfonctionnements), ainsi que les besoins de financement de l'Etat grec qui s'expliquent par le poids de la dette publique (l'Etat ayant dégagé un excédent primaire). En réalité, il n'y a pas d'urgence aujourd'hui dans les banques grecques. Preuve en est [le bilan de la BCE](#) où la ligne regroupant l'ELA (ligne 6 de l'actif de la BCE) n'a pas explosé depuis fin décembre. Il a même reculé de près de 900 millions d'euros. Il n'y a donc pas de panique.

Pourquoi demander de la liquidité d'urgence ?

Pourquoi alors cette demande d'ELA de la part des banques et de la BoG ? Pour deux raisons sans doute complémentaires. Il s'agit d'abord de faire preuve de précaution et d'être prêt à toute éventualité, alors que, en effet, le parti d'Antonis Samaras agite, dans la campagne électorale, le risque d'une taxation des économies déposées dans les banques et d'un Grexit (sortie de la Grèce de la zone euro). En cas de panique, les banques seront donc prêtes. Mais en même temps, en annonçant cette demande, en supposant un besoin de liquidités, elles entretiennent cette « stratégie de la tension » qui est la stratégie du gouvernement, celle qui consiste à faire peur aux électeurs sur la possibilité de ce bank run. Les banques et la BoG, dont le gouverneur est l'ancien ministre des finances d'Antonis Samaras, rajoutent donc ainsi de l'huile sur le feu et s'engagent dans une sorte de prophétie autoréalisatrice. Autrement dit, les banques, elles aussi, font campagne.

[source](#)

Paul Craig Roberts – Gaz : « l'Europe risque de geler cet hiver » !

Blog de la résistance 20 janvier 2015



Attention la Russie pourrait nous couper le gaz cet hiver, comme le rapporte LA CROIX :

La Russie avertit l'UE sur ses approvisionnements en gaz :

La Russie a averti mercredi les Européens, décidés par la crise ukrainienne à réduire leur dépendance énergétique vis à vis de Moscou: ils devront aller chercher à leur frais le gaz russe dont ils ont besoin en Turquie, appelée à remplacer l'Ukraine comme zone de transit pour cette ressource.

Le nouveau « M. Energie » de l'UE, le vice-président de la Commission européenne chargé de l'Energie Maros Sefcovic, venait à Moscou établir un contact sur un dossier difficile. Cette première visite intervient après un an d'éloignement, marqué par une nouvelle guerre du gaz entre Moscou et Kiev et récemment l'abandon de leur projet commun de gazoduc South Stream, remplacé par un tuyau entre la Russie et la Turquie.

Le responsable européen, qui porte le projet d'une Union énergétique européenne, s'est vu signifier que vouloir tourner le dos au gaz russe aurait un prix.

Selon ROMANDIE : Les livraisons de gaz russe vers l'UE via l'Ukraine risquent toujours d'être perturbées cet hiver :

Le géant russe Gazprom a prévenu mercredi que ses livraisons de gaz à l'Union européenne via l'Ukraine risquaient toujours d'être perturbées cet hiver malgré l'accord provisoire trouvé entre Moscou et Kiev pour résoudre leur conflit gazier.

Paul Craig Roberts nous en dit plus ...

La tendance à suivre la politique américaine de durcissement des sanctions contre Moscou pourrait créer pour l'Europe un risque de coupure des approvisionnements en gaz russe cet hiver, estime l'analyste

politique et économiste Paul Craig Roberts, sous-secrétaire au Trésor dans l'administration Reagan.

« La Russie a déclaré qu'elle ne livrerait plus son gaz via l'Ukraine. Il sera acheminé via la Turquie. Si l'Europe le souhaite, elle pourra construire un gazoduc depuis la Turquie », a indiqué M. Roberts.

Et de conclure: « il est très probable que l'Europe gèle cet hiver ».

Le porte-parole de Gazprom, Sergueï Kouprianov, a annoncé jeudi que le conglomérat russe étudiait avec ses partenaires européens la possibilité de construire les infrastructures nécessaires pour recevoir le gaz acheminé par le pipeline Turkish Stream. M. Kouprianov a dans le même temps souligné que Gazprom n'avait pas l'intention de participer à ces travaux.

Début décembre, la Russie a déclaré qu'elle renonçait au [projet South Stream](#) censé acheminer du gaz russe par le fond de la mer Noire vers la Bulgarie et d'autres pays de l'UE. Le projet a été abandonné, entre autres, en raison de la position hostile de l'UE.

La nouvelle formule proposée par Moscou prévoit la construction, par le fond de la mer Noire, d'un deuxième gazoduc entre la Russie et la Turquie (Turkish Stream) et la mise en place d'un hub gazier à la frontière turco-grecque.

Le 14 janvier, le PDG de Gazprom Alexeï Miller a fait savoir au vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic que la Russie envisageait d'acheminer via la Turquie l'ensemble du gaz russe transitant actuellement par l'Ukraine.

Le Parlement européen a adopté jeudi une résolution saluant la décision de Moscou d'abandonner le projet South Stream. Les parlementaires ont motivé leur décision par la nécessité de diversifier les itinéraires de livraison de gaz à l'Europe.

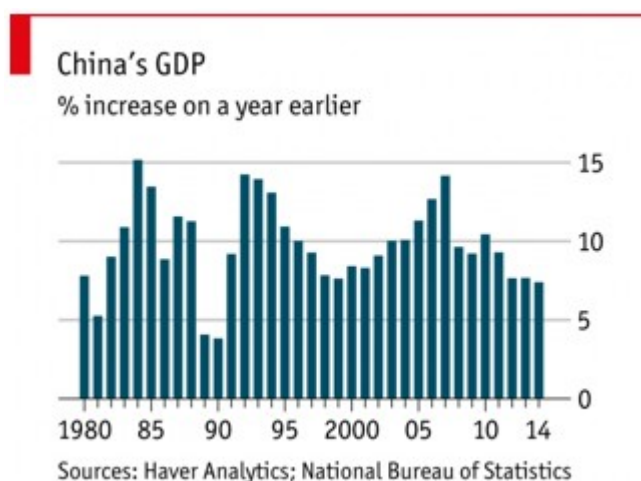
<http://fr.ria.ru/business/20150116/203436916.html>

Que doit-on penser du ralentissement chinois?

par Audrey Duperron · 21 janv. 2015 Express.be



L'économie chinoise aura finalement crû de 7,3% au dernier trimestre 2014, légèrement mieux que prévu. Sur une base annuelle, la pays a bénéficié d'une croissance de 7,4% l'année dernière. Bien qu'aucune économie importante du monde ne se porte mieux, c'est sa croissance la plus faible depuis 1990... Ce qui pose la question de son caractère temporaire ou structurel, et de l'impact que ce ralentissement pourra avoir sur l'économie mondiale, et plus particulièrement sur les économies émergentes.



Les marchés financiers réagissent nerveusement. Lundi, l'indice boursier chinois a décroché de 7,7%, mais le lendemain, il a repris 3,7% : il semble que les investisseurs ne savent plus où donner de la tête. 2014 s'est en effet caractérisée par un manque d'investissements étrangers dans le pays. Ce sont principalement des Chinois qui ont investi dans leur propre bourse et les indices ont gagné plus de 50%. Après l'éclatement de la bulle de l'immobilier, les investisseurs ont essentiellement reporté leurs placements sur les valeurs boursières.

Les problèmes de la Chine s'expliquent aisément: comme les régions, les banques et les entreprises sont surendettées. A cela il faut ajouter la surcapacité industrielle, le phénomène des banques opaques, et le

ralentissement économique mondial.

Les Chinois eux-mêmes sont moins pessimistes. Le Premier ministre, Xi Jinping, parle de «la voie vers un nouvel équilibre» qui a débuté il y a trois ans, et pourrait encore prendre deux ou trois ans. Pendant ce temps, le pays travaille sur les réformes structurelles, y compris le développement d'un filet de sécurité sociale dans le pays. "L'Empire du Milieu" a même reçu des éloges du FMI.

Conclusion: la Chine semble ralentir son rythme temporairement pour se développer plus rapidement par la suite, mais pour le moment, les Etats-Unis demeurent l'unique locomotive de la croissance mondiale.

'L'Europe est prête pour une nouvelle version du Plan Marshall'

par Audrey Duperron · 21 janv. 2015 Express.be

Depuis le début de la crise de l'euro, des politiciens et des experts n'ont cessé de prôner une solution à grande échelle, sur le modèle du Plan Marshall d'après-guerre, mais ce n'était jamais le moment, observe Bill Emmott, un ancien journaliste de The Economist, qui est aussi l'auteur de « Good Italy, Bad Italy, and The Rivals: How the Power Struggle Between China, India, and Japan Will Shape Our Next Decade... ». Sur le site du Project Syndicate, il explique que cela pourrait avoir changé.

Les pays forts de la zone euro, menés par l'Allemagne, ont trainé les pieds pour maintenir l'euro en vie, tandis que les pays les plus endettés se sont plaints des politiques d'austérité qui leur ont été imposées par l'Allemagne. Ces deux groupes ont donc des visions antagonistes de la nature de la maladie européenne, et ne peuvent donc s'entendre sur une solution. Mais grâce à l'évolution de la situation, plus particulièrement en Grèce et en Grande Bretagne, une issue pourrait être en vue.

Il semble de plus en plus évident que c'est le parti d'extrême gauche SYRIZA qui va remporter les élections grecques du 25 janvier prochain. Celui-ci s'est engagé à négocier une restructuration de la dette grecque. En Espagne, c'est aussi un parti d'extrême gauche de plus en plus populaire qui semble voué à gagner les élections de la fin de cette année. Et en Grande-Bretagne, les campagnes pour les élections du mois de mai devraient

grandement se polariser sur la question d'un possible « Brexit », une sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

C'est pourquoi une version moderne du Plan Marshall est nécessaire, affirme Emmott : la Chancelière allemande Angela Merkel serait bien inspirée de lancer un plan à grande échelle de ce type, plutôt que de se trouver contrainte de pinailler sur des micros-concessions en faveur de ces nouveaux gouvernements de la Grèce ou de l'Espagne.

D'autres grandes économies européennes pourraient souhaiter participer à un tel projet, et notamment la France, qui cherche sans doute à promouvoir la croissance économique et l'unité après les attaques terroristes de ce mois, et la Grande-Bretagne, qui se réjouirait que l'UE engage des réformes.

Un plan Marshall moderne se composerait de 3 éléments :

- Une restructuration de la dette dans la zone euro, en particulier en Grèce et en Espagne.
- Un programme d'investissements financés collectivement, qui se concentrerait sur l'énergie et l'infrastructure.
- L'élaboration d'un programme de réformes pour la libéralisation du marché commun, portant en particulier sur le secteur des services et l'économie numérique.

La restructuration de la dette poserait probablement un problème en Allemagne, mais les Allemands doivent se souvenir que le plus grand coup de pouce dont ils ont bénéficié après la guerre a été une restructuration de leur dette souveraine grâce à [l'accord de Londres de 1953](#), qui a entériné un effacement de 50% de la dette allemande, et une restructuration des autres dettes de la nation.

Une annulation des dettes de certains pays de la zone euro serait difficilement négociable sur le plan politique, mais il serait possible de les refinancer pour partie avec des euro-obligations comportant des échéances plus lointaines, et que tous les pays de la zone euro pourraient souscrire. Autre avantage, tous les pays pourraient en bénéficier, ce qui mettrait fin à l'ostracisme que subissent certains pays, dont la Grèce.

Les dépenses d'investissement, et les réformes du marché commun, permettraient une relance de la croissance, tout en favorisant les échanges et la concurrence entre les différents pays membres. Ce dernier point permettrait

donc de donner satisfaction à la Grande-Bretagne.

« Bien sûr, un plan Marshall moderne serait confronté à un mur de scepticisme et d'obstruction des groupes représentatifs d'intérêts nationaux. Mais, en se soutenant mutuellement, les officiels européens pourraient gagner cette bataille. Et si elle n'est pas tentée, les Européens de demain pourraient ne jamais pardonner les dirigeants d'aujourd'hui », conclut Bill Emmott.

Les jeux d'apprentis-sorciers des banques centrales sont à l'origine de la volatilité extrême de plus en plus fréquente sur les marchés

par Audrey Duperron · 20 janv. 2015

VOTE FOR ME.



I CAN PRINT MONEY.

A la surprise générale, la Banque Nationale Suisse (BNS) a annoncé brutalement jeudi dernier la fin du cours plancher de l'euro par rapport au franc qui avait été mis en place en septembre 2011. Les marchés ont été d'autant plus abasourdis qu'au début de la semaine, les administrateurs de la banque centrale avaient encore indiqué que « Le cours plancher de l'euro par rapport au franc doit rester le pilier de notre politique monétaire ». Même si cette décision se justifie amplement, la méthode employée et la politique de communication de la BNS laissent à désirer, estime Steen Kakobsen, l'Economiste en chef de la Saxo Bank, dans un mémo adressé à la rédaction. Mais cette attitude soulève une question plus importante : Pourquoi la plupart des gens font-ils encore confiance aux banques centrales et qu'ils les écoutent

toujours ?

Les plus grandes banques centrales se vantent d'être indépendantes, mais elles sont en fait placées sous le contrôle des politiciens, affirme-t-il.

Cette subordination n'est pas gênante en principe, mais elle peut le devenir lorsque les effets de la politique monétaire échappent à tout contrôle. « A la limite zéro de la croissance et des taux d'intérêt, les politiciens et les banques centrales peuvent décider de se mettre en mode survie, là où les règles sont contournées, voire brisées, pour s'adapter à l'objectif de gagner encore plus de temps », écrit-il.

Il cite la crise de la zone euro, et le fait que toutes les règles du traité de l'UE aient été violées pour maintenir la monnaie unique coûte que coûte. « Non, la conclusion, c'est qu'il ne peut y avoir de banque centrale indépendante nulle part ! Certaines prétendent l'être, mais aucune n'opère dans un vide politique ».

Il souligne également que sur les dernières années, les politiques des banques centrales ont surtout consisté à communiquer, et à demander aux marchés de « croire en elles, et d'agir en conséquence », alors qu'en pratique, elles ne faisaient rien de concret.

A cet égard, la politique de la banque centrale américaine, la Fed, est un bon exemple : elle a été constamment exagérément optimiste en matière de prévisions de croissance et d'inflation, à tel point, qu'une blague sur les marchés affirme qu'il suffit de réduire 100 à 150 points de base des cibles de croissance et d'inflation de la Fed pour avoir une prévision correcte.

Jakobsen affirme que les études montrent que les cycles d'affaires étaient moins volatiles avant la création de la Fed. « La présence de la Fed signifie que son soutien permet des endettements excessifs et cela a provoqué des effondrements de plus en plus importants sur les marchés financiers, chaque effondrement en déclenchant un autre, jusqu'à ce qu'une autre banque centrale remette ça, permettant à une autre bulle de commencer à gonfler ».

De plus, il note que les krachs majeurs sont de plus en plus fréquents, à la faveur de flux d'argent toujours plus importants, ce qui augmente considérablement la volatilité.

L'effondrement du cours du pétrole, de la parité du rouble, de la parité de l'euro par rapport au franc suisse, et du Shanghai composite de plus de 7%

hier, sont autant de mouvements extrêmes en intensité qui pourraient être le symptôme indiquant que les banques centrales ont tenté de supprimer les cycles économiques et d'imposer une volatilité minimale pour restaurer la confiance. « Mais lorsque vous tentez de suspendre la réalité économique, le risque que nous sommes amenés à vérifier une fois de plus, c'est que le prix de la découverte est encore plus violent lorsque les marchés accumulent tellement de pression que les banques centrales ne peuvent plus les contenir ».

1000 milliards d'Euros ! La Banque centrale européenne se prépare à faire tourner la planche à billets dans 2 jours

par [eau-du-robinet \(son site\)](#) mardi 20 janvier 2015 Agoravox

Super Mario est de retour. Sauf imprévu, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), abattra dans 2 jours (jeudi) sa carte maître lors de la réunion des gouverneurs de l'institution de Francfort. Un grand jeu qui s'exprime en deux lettres : "QE" pour quantitative easing, ou assouplissement quantitatif. Il s'agit, ni plus ni moins, de faire tourner la planche à billets, comme la Réserve fédérale américaine et la Banque d'Angleterre l'ont fait avant la BCE.

Mario Draghi avait déjà sauvé l'euro en 2012 une première fois, un sauvetage qui été accompagné par un renforcement du programme d'austérité dans les états européens.

L'Euro, qui est un véritable boulet pour l'économie européenne s'apprête à vivre son deuxième "sauvetage" ou plutôt "un deuxième prolongement de vie" !



L'année 2015 sera-t-elle fatale à l'Euro ?

La BCE suivra certainement les pas de la FED dans 2 jours, pour faire tourner la planche à billets, **on parle de 1000 milliards d'euros !**

Doit-on déjà se préparer à une cure d'austérité supplémentaire en Europe ?

La BCE étudiera ce jeudi 22 janvier 2015 un rachat massif d'obligations souveraines anti-déflation, trois jours avant les élections législatives anticipées en Grèce prévue pour le 25 janvier 2015.

Le parti de gauche, Syriza, semble avoir de bonnes chances d'arriver au pouvoir. Ce n'est certainement pas une coïncidence que la BCE essaie d'anticiper un éventuel résultat d'élection en faveur du parti politique de gauche Syriza. Ce parti politique souhaite rompre avec le programmes d'austérité imposé par la TROÏKA, programme d'austérité qui a imposé aux Grecs de privatiser les services publics comme par exemple les services de l'eau voire la vente de ses îles ou la vente d'un port aux chinois !

La BCE suivra certainement le chemin emprunté par la Fed, chemin de la planche à billets, et ceci malgré une forte opposition en Allemagne. Pour ne pas utiliser le terme de "planche à billets" le monde de la finance utilise un terme de substitution financier, le QE ou Quantitative Easing !

Pour Christopher Dembik économiste de Saxo Banque, l'exemple américain prouve que l'effet sur l'inflation du QE est très faible, voire nul. Sans effet sur la demande, le QE ne pourra pas peser réellement sur l'inflation. Il y a plutôt fort à parier que, comme dans le cas du QE de la Fed, cet argent aille plutôt alimenter d'autres bulles sur certains secteurs.

En théorie, le QE a pour fonction d'agir là où la politique monétaire classique ne peut agir : sur les taux longs. En rachetant de la dette d'Etat à 5, 10 ou 30 ans, la banque centrale fait baisser les taux sur l'ensemble des maturités.

Le QE a d'autres effets, notamment celui d'inciter les investisseurs à céder à la banque centrale des actifs sûrs. Ils se tournent donc mécaniquement vers des actifs plus risqués.

Le Français Benoît Coeuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) :

« De mon point de vue, les attentats récents à Paris ont souligné, s'il en était besoin, qu'une partie de la jeunesse européenne reste sur le bord de la route, déclassée, sans emploi, au risque, dans des cas extrêmes, de s'égarer dans la

délinquance, voire le terrorisme. Sans croissance, ce phénomène ne peut que s'aggraver ».

Peter Praet, chef économiste de la Banque centrale européenne explique dans un entretien au Börsen-Zeitung (Allemagne), qu'il ne faut pas être « paralysé » à l'idée du rachat d'obligations souveraines. Il alerte aussi contre la montée du "populisme" dans la zone euro.

Le populisme est un mot utilisé par le monde de la politique "pro-atlantistes" ainsi les grands medias pour disqualifier voire discréditer les parties politiques eurosceptiques !

Pour les marchés financiers, pas trop de doute, la Banque centrale européenne va certainement lancer dans deux jours un « QE » (quantitative easing), un vaste plan de rachat d'actifs, suivant ainsi les traces de la Fed américaine et de la Banque du Japon.

Sous quelle forme ?

L'option d'un rachat de dettes souveraines prend de plus en plus d'ampleur. La BCE continue de préparer le terrain pour de nouvelles mesures non conventionnelles.

Peter Praet, chef économiste a la BCE, a reconnu dans un entretien au journal allemand Börsen Zeitung **que les dernières mesures monétaires prises (achat d'actifs titrisés, prêts préférentiels aux banques...) pourraient ne pas suffire, d'autant que la chute des prix du pétrole risque d'entraîner l'inflation en territoire négatif « pendant une bonne partie de 2015 ».**

« Dans la zone euro, le financement de l'économie se fait par les banques, la structure est très différente de celles du Japon ou des Etats-Unis où les entreprises se financent souvent directement sur les marchés », explique ainsi Christopher Dembik, économiste chez Saxo Bank à Paris.

Un court Rappel historique

Les aides accordées au secteur financier, les banques privées, dans l'Union européenne se sont élevées au total à 1.600 milliards d'euros

entre le début de la crise en octobre 2008 et fin décembre 2011 selon un document publié par la Commission européenne.

Cette aide a servi à sauver des banques privées lesquelles étaient proches d'une faillite en cascade.

Les banques privées avaient auparavant investi dans des produits financiers sophistiqués, des produits extrêmement risqués, dits "**toxiques**" et elles ont perdu des sommes colossales dans le casino royal de la bourse !

Pendant que l'on subventionnait avec des fonds publics les banques, leurs dirigeants et leurs actionnaires, des non-élus, non redevables à personne, provenant de ces mêmes institutions financières comme le Fonds monétaire international, imposaient un train de mesures d'austérité inhumaines à leurs populations, et faisaient payer les contribuables à leur place, lesquelles subissaient une explosion de la hausse des taxes et des impôts.

À peine moins d'un an après le départ de crise, c'est-à-dire en 2009, les banques européennes et leurs dirigeants, comme au Canada et aux États-Unis, ont recommencé à engranger des profits records, enregistrant entre autres une forte croissance du nombre des milliardaires dans le monde, tout en devenant encore plus grosses et plus puissantes, avec l'aide d'une armée de lobbyistes, souvent d'ex-politiciens, grassement payée, voire corrompus, et négligeant l'intérêt général.

[25% des députés corrompus au Parlement européen par rikiai](#)

Pourquoi la BCE fait-elle tourner la planche à billets ?

Reste alors une question : si le QE est inefficace, pourquoi le faire ?

« Mario Draghi sait que la solution n'est pas là : à Jackson Hole, il a justement expliqué que la solution résidait dans une action coordonnée des gouvernements de la zone euro, mais cette action n'arrivera pas assez vite et assez fortement et les outils actuellement mis en place par la BCE n'auront pas le temps d'être efficaces. La baisse des prévisions d'inflation exerce une pression telle sur la BCE qu'elle doit agir absolument », résume Jacques

Cailloux.

Si le QE (planche à billets) n'arrive pas, on s'expose à un krach obligataire.

Mario Draghi et la zone euro ne peuvent se le permettre, il faut donc passer aux actes et faire le QE, aussi inutile soit-il.

« *C'est une fuite en avant* », constate Christopher Dembik économiste chez Saxo Bank à Paris.

La logique à l'œuvre en zone euro ressemble de plus en plus à une machine infernale incontrôlable...

L'article 123 TFUE habilement contourné par des contorsionnistes attachés au maintien de l'Euro

La technique du QE (planche à billets), politique monétaire largement utilisée au Japon, aux États-Unis et au Royaume-Uni consiste à acheter des dettes publiques en échange de monnaie nouvellement créée par la Banque centrale. Les opposants du QE voient dans le programme du rachat d'obligations souveraines un financement non autorisé des états européens, voire l'article 123 TFUE.

Même la Cour suprême d'Allemagne était arrivée au mois de février 2014 à la même conclusion, la technisue du QE (rachat massif d'obligations souveraines) équivaut à un financement non autorisé des états européens !

Mais pour maintenir l'Euro en vie, par un "nouveau massage cardiaque", les commissaires européens et les dirigeants de la BCE sont prêts à enfreindre les règles qui ont été établies par l'oligarchie financière pour que les états européens glissent progressivement dans la servitude du monde de la finance. Elle n'a jamais été mise en œuvre dans la zone euro, où le financement monétaire des États est strictement interdit par le traité de Maastricht. « Il n'y a pas de problème légal si nous restons dans le cadre du mandat », a précisé Mario Draghi.

L'article 123 TFUE interdit à la BCE de venir directement en aide aux Etats Européens.

Mais les instances européennes ont trouvé un moyen pour contourner cette interdiction. Ils sont "prêt à tout" quand il s'agit à maintenir en vie l'Euro qui enchaîne les crises cardiaques ... et comme dans le passé l'argent, c'est à dire les 1000 milliards d'euros passeront par la main des banques privées, qui se servent certainement de nouveau au passage, au frais des contribuables européens ! Ainsi, comme on peut s'en douter il s'agit en réalité d'une deuxième opération pour sauver l'Euro ainsi que les banques privées.

L'Euro est une monnaie qui est un destructeur massif d'emplois et de l'économie européenne !

Le prix Nobel qui aimait l'euro et qui le voit maintenant "en train de détruire l'Europe"

Professeur Christopher Pissarides, prix Nobel d'économie 2010, déclare :
« Les politiques poursuivies aujourd'hui pour sauver l'euro sont en train de coûter des emplois à l'Europe, elles créent une génération perdue. »

Vivement demain que l'on arrête d'attendre

Chronique matinale par Thomas Veillet - jan 21, 2015



Le maître mot, c'est l'attente. Un point c'est tout. Actuellement, vous ne

pouvez pas aborder le sujet des marchés financiers sans parler de la BCE. La BCE c'est demain durant la pause déjeuner. Ils vont nous annoncer un QE ou pas. Un gros QE ou un petit QE. OU alors un QE « no limit », on n'en sait fichtrement rien. Le consensus parie sur un QE de 500 à 600 milliards, mais disons que si ce n'est « que ça », le voyage en grand huit, demain après-midi, risque d'être mouvementé.

Voilà, en résumé les marchés ne font plus grand-chose, en Europe ils sont au plus haut historique et attendent plus de détails sur le QE en montant gentiment. Une chose est certaine, l'ensemble de la « communauté financière » ou presque s'attend à une hausse de l'Europe en 2015 – une Europe soutenue par Draghi – et à un marché américain mollasson, parce que lui, il n'aura pas de QE.

Encore une fois, il sera intéressant de voir ce que Draghi a à nous dire demain après-midi et surtout, surtout, voir ce que le marché a déjà anticipé avec un Dax à 10'000. D'ailleurs, votre avis nous intéresse ! Sondage ECB/BNS >> [cliquez ici](#)

Mis à part le QE, on s'est à nouveau posé des questions sur le pétrole, sur la croissance mondiale et sur l'impact que cela pourrait avoir sur la demande. Ce n'est pas une réflexion positive. Le baril a donc à nouveau baissé. 46.13\$, ce matin.

La bonne nouvelle de la journée, c'est l'or qui est en train de prendre un billet pour repartir voler dans la stratosphère. La résistance technique des 1280 a cédé, les 1300 sont le prochain obstacle psychologique, mais après, on voit assez mal ce qui pourrait freiner l'or... Surtout si le QE venait (par hasard) à nous décevoir.

La Suisse continue de rebondir. Beaucoup plus timidement cette fois, surtout que des dizaines de voix s'élèvent pour dire que toutes les entreprises seront égales entre elles, mais que les entreprises suisses, seront moins égales que les autres. Et surtout, si demain Draghi fait péter le bouchon de champagne sur la coque de son super-tanker nommé QE, il se pourrait que l'Euro/Suisse se prenne encore une volée de bois vert et on connaît dorénavant l'impact que pourrait avoir un tel mouvement sur le SMI. Il est clair que les 0.32% de hausse d'hier ne suffiront pas à contenir les vendeurs de demain, si tel était le cas.

SpaceX, la société de fusées qui appartient à Elon Musk vient de recevoir un investissement de 1 milliard de la part de Google, la valorisation de la compagnie et dorénavant de 10 milliards. Ça fait de l'argent pour aller se balader dans la stratosphère.

Pour le reste, la baisse de la croissance inquiète Paul Krugman et des patrons suisses pensent à réduire les salaires de frontaliers pour amortir le choc monétaire. Pas sûr que ça soit la meilleure des idées.

Pour le reste, ON ATTEND LE QE et puis c'est tout !

Côté chiffres économiques, nous aurons le taux de chômage à Londres, le ZEW en Suisse, les nouvelles demandes d'hypothèques aux USA, puis les permis de construire et les nouvelles mises en chantier. Il y aura aussi le Redbook et les chiffres du pétrole version API.

Concernant les résultats trimestriels il y aura American Express, eBay, F5 Networks, Kinder Morgan, SanDisk, SLM Corp, Ameritrade, US Bancorp, UnitedHealth Group et Xilinx.

Pour le moment les futures sont en hausse de 0.1%, l'Euro/\$ est à 1.1587, le \$/yen est à 117.62, le Bitcoin vaut 211\$, le 10 ans américain offre un rendement de 1.79% et l'Euro/Suisse est à 1.0097.

C'est maigre, mais nous sommes en phase d'attente, on pourra reprendre une vie normale jeudi après-midi. En attendant, je vous souhaite une excellente journée, un bon café et on se retrouve demain matin à la même heure.

[L'hésitation fatale du FMI](#)

Par [JEAN-MARC VITTORI](#) | 21/01/2015 | [LesEchos.fr](#)



Au Forum économique mondial, on pratique une foule de sports. Échanger

les cartes de visite. Faire la queue pour les sessions. Et puis taper sur le(s) gouvernement(s).

Séance intensive, filmée pour Fox TV. Axel Weber, l'ancien patron de la banque centrale allemande devenu banquier suisse, dit tout le mal des gouvernements européens, incapables de profiter du temps précieusement gagné par la Banque centrale européenne avec sa politique non conventionnelle.

D'autres participants approuvent de la tête. Maria Bartiromo, la présentatrice vedette de Fox News qui fit jadis valser les marchés en révélant des confidences de Greenspan, se tourne alors vers Zhu Min, l'un des vice-présidents du [FMI](#).

Pourquoi les politiques ne font-ils pas ce qu'il faudrait ? Zhu Min ne peut se dérober. "Parce que..." Puis il reste sec. Les mots lui manquent. Après une seconde qui paraît une éternité, il embraye, verbeux, sur "la nécessité du moment" qu'est la "restructuration du leadership politique".

Mais c'est trop tard. Question sans réponse.

Inégalités, finance folle : comme un parfum d'avant la crise de 2008

Laurent Pinsolle mercredi 21 janvier 2015

Les 1% les plus riches de la planète le seront plus que les 99% restant l'an prochain. Le secteur financier se porte plutôt bien et manœuvre pour éviter les règles. Parce que rien ou presque n'a été tiré de la crise, nous sommes revenus dix ans en arrière, pour le pire... et le pire.



Le retour de la finance folle

Bien sûr, les banquiers diront qu'ils subissent un alourdissement terrible de la

réglementation et qu'ils ne sont plus aussi rentables qu'avant la crise de ce fait. Et il y a une part de vérité dans cette vision des choses. Néanmoins, quand on constate que Goldman Sachs réalise un profit de 8,5 milliards de dollars pour un chiffre d'affaire de 34,5 milliards, soit une marge colossale de 25%, on se dit que ce secteur d'activité bénéficie quand même d'une situation anormale... D'ailleurs, Thomson Reuters a rapporté une croissance des commissions de conseil en fusions-acquisitions de 6,8% en 2014, à 90 milliards de dollars : le secteur se rapproche de la barre des 100 milliards, passée en 2007.

Et si certaines règles ont été renforcées, le Congrès étasunien vient d'adopter des « mesures qui, selon la Maison Blanche, affaibliraient et saperaient la grande réforme financière Dodd-Frank, adoptée après la crise de 2008 », en repoussant la date où « les banques devront se délester de certains produits dérivés ». En France, la Fédération bancaire française continue à s'opposer fortement au projet de taxe sur les transactions financières, que le gouvernement met un malin plaisir à ralentir alors que François Hollande l'avait mis dans son programme en 2012... Et pendant ce temps, personne ne fait rien contre ce délire monétaire que sont les Bitcoin, alors même qu'un nouveau piratage informatique a eu lieu.

Champagne en haut, misère en bas

Lundi, Oxfam a publié une étude révélant qu'1% de la population mondiale possède 48% des richesses, contre 44% en 2009, et que le seuil des 50% devrait être dépassé en 2016. L'étude précise également que 80% de la population mondiale se partage seulement 5,5% de la richesse. Elle note que « le fossé entre les grandes fortunes et le reste de la population se creuse rapidement » en indiquant que les 80 personnes les plus riches se partagent le même montant de richesses que 3,5 milliards d'autres. Et tout ceci se retrouve également au niveau national, comme le confirment les études réalisées par Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Camille Landais, qui sensibilisent l'opinion à cette question.

On peut imaginer que c'est pour cette raison que Barack Obama s'attaque aux niches fiscales, au détriment des plus riches. Mais que penser d'une telle

initiative, aussi tardive, alors qu'il n'a ni le contrôle du Congrès ni celui du Sénat ? Il y a plus de quatre ans, il aurait sans doute pu essayer de faire passer une telle mesure. Mais ici, elle ressemble davantage à une posture destinée à soigner son image pour l'avenir. Et cela est d'autant plus effarant que la situation est loin d'être réglée sur le front de l'emploi puisque le monde devrait compter la bagatelle de 204 millions de chômeurs en 2015, une nouvelle progression de 3 millions, selon les prévisions de l'OIT et 8 millions de plus de 2016 à 2019.

Bref, il est difficile de ne pas voir dans la situation actuelle une redite de l'avant 2008. Mais avec la baisse de l'euro et du pétrole, nous ne serions sans doute pas au plus haut de la bulle, mais dans la période d'avant, où tous les mécanismes qui nous avaient mené au krach se répètent...

Taux plancher: la BNS n'avait pas le choix

Myret Zaki Bilan.ch 16 janvier 2015

La BNS ne pouvait faire autrement que d'abandonner, ici et maintenant, son taux plancher de 1,20 franc pour 1 euro. Si la Banque nationale suisse avait voulu éviter l'effet de surprise, et qu'elle avait gentiment insinué que le taux plancher, finalement, n'était plus une si bonne idée, histoire de préparer en douceur les marchés et les exportateurs, cela aurait eu les pires effets. Et elle le savait. Les spéculateurs auraient instantanément saisi le message : à savoir que la fin du taux plancher est imminente. Ils se seraient rués pour vendre de l'euro contre franc, faisant sauter dans la minute le taux plancher encore en place, et ridiculisant la BNS.

L'institut d'émission a donc dû garder le secret, organisant même une manœuvre de diversion. Le 12 janvier, soit trois jours avant l'annonce de l'abolition du taux plancher, le vice-président de la BNS Jean-Pierre Danthine confirmait la politique du taux plancher lors de l'émission TTC sur la RTS : «Nous sommes totalement déterminés. (...) Nous sommes convaincus que le taux plancher doit rester le pilier de notre politique monétaire».

La BNS devait pourtant avoir déjà pris sa décision, puisque nous étions 36 heures avant l'annonce. Le communiqué était peut-être déjà prêt. Et c'est

ainsi que le 15 janvier, à 10h30, la surprise du communiqué n'en fut que plus immense, la courbe du taux franc-euro affichant, dans l'instant, une parfaite verticale de 1,20 à 1,16, puis jusqu'à 0,98, avant de rebondir légèrement.

Pourquoi maintenant? Parce que la BNS avait attendu une date clé : le 14 janvier. C'est en effet avant-hier que l'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a confirmé que le programme d'assouplissement monétaire (QE) de la Banque centrale européenne (BCE) est "conforme au droit européen sous certaines conditions". Selon lui, ce programme, qui permet à la BCE d'acheter des obligations d'Etats membres de la zone euro, est "nécessaire et proportionné" car la BCE n'a pas à assumer de risque qui l'expose à un défaut.

Pierre Leconte, un économiste [interrogé par Bilan.ch le 12 janvier](#), avait d'ailleurs correctement anticipé ce facteur: « Si la Cour dit que cette opération est conforme, alors Mario Draghi, le gouverneur de la BCE, n'aura plus d'obstacles, et là une forte chute de l'euro est à prévoir, et peut-être une parité contre le dollar ».

C'est ainsi que la BNS, au lendemain de la décision de la Cour de justice européenne, a publié le communiqué, qui n'attendait que cette confirmation pour partir. C'est là, sans aucun doute, le facteur clé qui explique le timing de l'annonce de la BNS. Il n'était pas impossible, en effet, que la Cour bloque l'opération. Dans ce cas, la BCE aurait dû renoncer à son assouplissement, et la BNS aurait pu raisonnablement maintenir son taux plancher.

La BNS ne pouvait pas non plus attendre la semaine prochaine. Elle devait agir cette semaine. Pourquoi ? Parce que jeudi prochain, soit le 22 janvier, la BCE doit justement démarrer son assouplissement quantitatif, cette fois sans la barrière posée jusqu'ici par la Cour européenne. Celle-ci, rappelons-le, avait été saisie par la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe sur la légalité du programme d'assouplissement, ce qui faisait planer jusque-là l'incertitude sur le marché.

Or le QE est, par définition, baissier pour l'euro. Peu d'incertitudes demeurent désormais quant à son ampleur, Mario Draghi ayant annoncé comme objectif d'injecter 1000 milliards d'euros à travers des achats d'obligations et de divers titres de dette.

Il est très possible que la BNS ait eu accès, assez tôt, à des informations

indiquant que l'assouplissement sera au final massif, et en a déduit que l'euro chutera dans des proportions qu'elle ne saura freiner. Etant donné la taille des réserves de devises au bilan de la BNS, qui s'élèvent à 471 milliards de francs à fin décembre 2014, dont 171 milliards d'euros, la BNS arrive au bout de sa stratégie. Ces réserves représentent au total déjà 85% du PIB de la Suisse, et des pressions croissantes s'exercent sur la banque nationale pour stopper l'expansion de son bilan. Sa marge est donc limitée en termes d'achats d'obligations européennes, et elle peut difficilement dépasser 100% du PIB suisse en réserves de devises étrangères, essentiellement l'euro.

La taille actuelle de 170 milliards de réserves en euros représente une forte exposition à une devise sur le point de se déprécier. Des achats supplémentaires d'euros par la BNS ne parviendraient pas à inverser la tendance, si l'opération de Mario Draghi devait déprécier trop rapidement l'euro. La BNS a donc suivi ce raisonnement, parfaitement logique, et préféré suspendre son plancher avant la semaine prochaine, plutôt que de laisser l'opération de la BCE démarrer et lui casser son plancher. On peut donc dire que, contrairement à ce qu'affirment nombre de commentateurs, la BNS est plus crédible en faisant ce qu'elle a fait, que si elle avait attendu d'être ridiculisée par une cassure de son cours plancher par la BCE et les marchés.

Quant à l'avenir, les options sont limitées. Pour baisser le franc, la BNS ne pourra pas augmenter les achats d'obligations européennes à bien plus de 100% du PIB suisse, faute d'encourir des critiques de toutes part, et sachant que son bilan est déjà surchargé d'euros en voie de dépréciation.

C'est pourquoi elle semble avoir voulu dire à l'économie suisse : « il faudra se débrouiller sans moi, car je ne pourrai pas faire grand-chose, désormais ».

Face au reste du monde, la BNS a été, depuis la crise de l'euro en 2010 et depuis l'instauration du taux plancher en septembre 2011, l'unique acheteur d'euros, quasiment.

Tenir ce rôle peut être usant, à la longue. Jusqu'ici, cela s'est justifié. La Chine, le Japon et, dans une moindre mesure, la Russie ont été acheteurs d'euros durant la crise de 2010-2011. L'Allemagne a aussi défendu la force de l'euro de manière crédible, et son économie s'en est portée garante, ce qui a maintenu l'euro au-dessus de la parité avec le dollar et l'a même vu se renforcer face au billet vert, ceci jusqu'à l'inversion de tendance de mai 2014. Aujourd'hui, ces acheteurs se sont retirés du jeu, et la BNS restait seule

dans le camp acheteur, dans le but d'affaiblir sa monnaie. Il est évident qu'elle n'aurait pu aller contre tout le marché, et qu'elle devait se retirer.

La stratégie helvétique doit désormais se concentrer urgemment sur une diversification des marchés des exportateurs, afin que leur risque euro et leur risque dollar restent contenus. Les entreprises suisses ont, de toute évidence, intérêt à redéployer leurs exportations vers la Chine et l'Asie émergente, l'Amérique latine et l'Afrique, afin que les grands marchés à monnaies dévaluées ne représentent qu'une part réduite de leurs exportations.

[La crainte des crises internationales vient hanter Davos](#)

[LesAffaires.com](#) 21 janvier 2015

« La géopolitique est de retour »: les leaders du monde entier réunis mercredi à Davos avaient tous en tête les crises internationales, le président ukrainien écourtant même sa présence en Suisse en raison de la poussée de fièvre en Ukraine.

« On ne peut pas dire que l'on ait été vraiment surpris » par cette résurgence, a poursuivi dans la matinée le Secrétaire général de l'OSCE Lamberto Zannier, devant un parterre de diplomates et de chefs d'entreprises.

Crise en Ukraine, Organisation de l'État Islamique en Syrie, mais aussi attaques jihadistes en France et coups de filets des forces antiterrosites en Europe étendent leur ombre sur le premier jour de cette réunion de près de 2.500 leaders politiques et économiques réunis comme chaque année dans la bourgade suisse enneigée.

La crise ukrainienne a connu une nouvelle poussée de fièvre mardi lorsque Kiev a accusé Moscou d'avoir directement attaqué ses soldats dans la guerre larvée qu'elle mène contre les pro-russes dans l'Est ukrainien.

Les ministres des Affaires étrangères ukrainien, russe, allemand et français se retrouvent mercredi à Berlin pour tenter de désamorcer cette nouvelle crise entre Kiev et Moscou, tandis qu'à Davos, le président ukrainien Petro Porochenko, a décidé d'écourter sa présence et de quitter Davos juste après son intervention.

« Poutine n'aura aucun morceau de l'Ukraine », a-t-il lancé dans un entretien publié par le journal suisse NZZ, conjointement avec Le Monde et le Wall Street Journal.

« La ligne de front dans le combat pour la démocratie et la liberté en Europe se trouve en Ukraine », a-t-il affirmé.

En amont du sommet, un panel de décideurs interrogés par les organisateurs de Davos avaient estimé que le risque de conflit international constitue la plus grande menace pour la stabilité du monde, devant le risque climatique.

Les intervenants d'une première table ronde consacrée à la sécurité mondiale en ont convenu, estimant que la situation était instable.

Davos 2015: les 4 thèmes et une mise en garde

Diane Bérard LesAffaires.com Publié le 20/01/2015

La Banque mondiale prévoit une croissance de l'économie planétaire de 3%. Avant la crise de 2008, cette croissance atteignait 5%. Quelle différence cela fait-il concrètement? À 5%, le PNB double en 14 ans. À 3%, il faut 24 ans pour atteindre la même croissance du PNB. On imagine les conséquences pour la création d'emplois et l'inclusion sociale, entre autres.

« "Compte tenu des défis mondiaux, la collaboration n'est pas une option naïve. Elle est nécessaire." Robert Greenhill »

Mais comment accélérer la croissance ?

Pour accélérer la croissance économique, il faut de la stabilité et de la confiance. On en discutera abondamment à Davos cette semaine, où se tient la 45e édition du Forum économique mondial.

« Le monde peut emprunter deux directions. Nous pouvons nous diriger vers une société de haine et de fondamentalisme où tout se désintègre sous nos yeux. Ou nous pouvons aller vers un monde de coopération et de solidarité. » C'est ainsi que Klaus Schwab, le fondateur du Forum économique mondial, a inauguré l'événement il y a quelques heures.

Voici les 4 thèmes de Davos 2015

1- Crises et coopération : à l'heure de la « globalisation décentralisée », alors que les régions s'affirment de plus en plus, comment coopérer ?

2- Croissance et stabilité : la croissance postcrise repose principalement sur les politiques monétaires agressives des différents États. Ce qui entraîne un risque de dépendance et de mauvaise allocation des ressources. Comment

rendre les économies postcrise plus résilientes et plus dynamiques ?

3- Innovation et entreprises : on critique beaucoup les entreprises pour leur propension à maximiser les rendements à court terme aux dépens de la création de richesse à long terme. Comment les entreprises peuvent-elles miser plutôt sur des avantages plus durables que les gains à court terme ? Comment peuvent-elles disrupter plutôt que se faire disrupter?

4-Sécurité et société : lorsque les systèmes politiques n'arrivent pas à s'ajuster aux changements, il s'installe de l'instabilité sociale. Il en résulte des inégalités économiques et un monde polarisé. Comment les États peuvent-ils s'adapter sans causer d'instabilité sociale et, surtout, pour la réduire. Comment sortir du cercle vicieux de la polarisation et des soulèvements?

Il se tiendra 280 sessions en quatre jours, dont une centaine seront diffusées en direct. Il suffit de vous rendre sur le [site](#) du Forum économique mondial pour y assister.

Les quatre thèmes précédents se déclineront dans l'univers des affaires, bien sûr, mais aussi de la science, de la santé et de la technologie.

Le Forum économique mondial ambitionne de rapprocher les univers économique, politique, social, religieux, et la société civile pour qu'ils se penchent ensemble sur les enjeux mondiaux. Voici deux exemples d'enjeux dont on traitera à Davos 2015. D'abord, la gouvernance d'Internet. Comment préserver un Internet intégré et unifié (pour le développement du commerce et du potentiel humain) alors que les États affirment et affichent de plus en plus leurs différences idéologiques? Un autre enjeu est celui du financement des infrastructures. Comment mobiliser davantage l'argent privé pour accélérer le développement des infrastructures requises à la croissance? Au Québec, la Caisse de dépôt a annoncé qu'elle viendrait en renfort au gouvernement.

Une mise en garde de Robert Greenhill, ex directeur du Forum économique mondial

Je vous laisse sur cette réflexion du Canadien Robert Greenhill, qui fut directeur du Forum économique mondial pendant plusieurs années :

« Compte tenu de la dynamique particulière des défis mondiaux, la collaboration n'est pas une option naïve. Elle est tout simplement nécessaire.

»

Son billet s'intitule, « Sommes-nous dans un monde à somme nulle ou dans un monde gagnant-gagnant? » Selon Greenhill, après une période de coopération, nous glissons vers un monde de « je gagne, tu perds ». Avez-vous cette impression ?

Peut-il en être autrement ?

Davos a l'art de ramener de grandes réflexions à l'avant-scène. Le défi consiste à ce qu'elles demeurent dans nos esprits toute l'année.

Une tempête parmi tant d'autres. Espérons-le

Dominique Beauchamp LesAffaires.com Publié le 16/01/2015

Le Dow Jones a fluctué de plus de 3155 points en 11 séances.

Les taux américains de référence de 10 ans ont chuté de 52 points jusqu'à 1,69 %, depuis le début de l'année, avant de regagner 1,81 %.

Le **franc suisse** a bondi de 40 % et a fait tomber la Bourse locale de 15 %, en cours de séance le 15 janvier, après la décision surprise de la Banque nationale suisse de ne plus contrôler la valeur de sa monnaie par rapport à l'euro.

La banque d'investissement Jefferies Group est même venue à la rescousse du courtier américain en devises FXCM, en lui allongeant 300 M\$ US, pour renflouer son capital.

La nouvelle tempête donne le vertige et fait craindre le pire tellement les mouvements sont violents et leurs répercussions sont imprévisibles.

À certains moments, on a l'impression d'assister à une vaste expérience dont les alchimistes, les banques centrales, ignorent les résultats.

Comme l'indique la firme Barclays, on nage dans l'inconnu avec 20 % des taux souverains en terrain négatif (même jusqu'à l'échéance de 5 ans).

Quelque 65 % des taux souverains sont inférieurs à 1 %.

Dislocations qui fragilisent le système financier

Avery Shenfeld, économiste en chef de Marchés mondiaux CIBC parle de « dislocations aux effets secondaires négatifs » pour le système financier.

Pas étonnant alors que le monde entier se réfugie dans les obligations

américaines offrant du 1,8 %, faisant du coup grimper le dollar américain qui lui accentue la chute des matières premières, qui à son tour fait reculer l'inflation, qui ensuite fait tomber les taux, dans un véritable cercle vicieux.

Le risque lors de tels chocs, que ce soit le plongeon rapide du pétrole ou les mouvements inattendus de devises, c'est leur effet de contagion dans d'autres marchés que celui qui recule.

Les spéculateurs et les investisseurs plus actifs doivent en effet parfois vendre ce qu'ils peuvent vendre rapidement, pour colmater des pertes et respecter le capital minimum imposé par leurs courtiers.

La volatilité est amplifiée par les nouvelles normes de capital minimum de Basel III imposées aux banques et par la règle de Volker qui limite les transactions que peuvent réaliser les banques avec leur propre capital.

Ces contraintes ont éliminé beaucoup d'acteurs sur les marchés, ce qui réduit considérablement la négociabilité au jour le jour, et exagère les fluctuations, croit Martin Roberge, stratège quantitatif, de Canaccord Genuity.

En attendant le dividende du pétrole

Pour l'instant, M. Roberge, trouve réconfort dans ses indicateurs quantitatifs.

Que lui disent-ils ?

Que le recul récent des marchés est un autre ajustement un peu brutal à des nouvelles attentes, après l'optimisme des investisseurs à la fin de 2014.

Contrairement aux attentes, l'économie mondiale et américaine perdent de leur élan, ce qui fait aussi baisser les prévisions de bénéfices.

Les investisseurs réalisent aussi que le dividende que procure la baisse du pétrole prendra du temps à agir sur les consommateurs du monde alors que ses effets négatifs sont rapides.

« Je crois que les investisseurs associent les taux anémiques à une économie tout aussi anémique. Je ne suis pas de cet avis », dit-il.

Le stratège quantitatif fouille aussi dans le passé pour y voir plus clair. Les chutes du pétrole en 1986 et en 1998 ont été très bonnes pour l'économie mondiale, en 1987 et en 1999, rappelle-t-il.

En plus cette fois, le coût du capital est quasiment à zéro.

Un resserrement monétaire par la Fed est perçu comme un risque. Or, depuis

1983, la banque centrale américaine n'a remonté qu'une seule fois son taux directeur, lorsque l'inflation était inférieure à 2 % : en janvier 1987, neuf mois avant le crash d'octobre.

« Je doute qu'elle prendra un tel risque au moment où les taux à long terme reculent plus vite que les taux à court terme », dit-il.

Le S&P 500 : une correction somme toute modeste de 3,5%

Le mouvement haussier reprendra dès que les investisseurs redeviendront réceptifs aux bienfaits de la chute du pétrole et aussi plus à l'aise avec la politique monétaire de la Fed, conclut le stratège.

Si la volatilité au jour le jour des matières premières, des devises et des obligations a pris bien des investisseurs de court depuis le début de l'année, la Bourse américaine montre encore une fois sa résilience.

Le S&P 500 a baissé d'à peine 3,6 % depuis le sommet historique atteint le 29 décembre.

C'est encore l'indice le mieux outillé pour résister à la tempête, estime M. Roberge.

Au niveau actuel, le S&P 500 est déjà en-dessous de la valeur juste de 2085 qu'il aurait si les bénéfices stagnaient en 2015 comme ce fut le cas en 1986 et en 1998.

« Il offre donc une meilleure protection par rapport au S&P/TSX de Toronto qui pourrait baisser de 8,4 % si les bénéfices chutaient de 10 % comme lors des chutes du pétrole de 1986 et de 1998 ».